



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Direction Générale des  
Services

L'an deux mille quinze le vingt cinq juin à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la délibération:  
**Signature d'une convention de soutien à la politique de la réserve militaire avec le Ministère de la Défense**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Caroline COLLOMBAT, Anne-Marie COLOMBANI, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Liliane BOYER pouvoir à Valérie MARCY, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Franck AMBROSINO pouvoir à Thierry RUDNIK, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Stéphan CERET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine NICCOLETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Sylvain SENES, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Fabrice MAGAUD pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Christine PREMOSELLI pouvoir à Sylvie FRANCIN, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

**ABSENT(S)/EXCUSE(S)**

Frédéric MARCEL, Bernard CHARDES, Florence LEROUX

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR** : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le ..... - 8 JUL. 2015

Transmis le : 07/07/2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Le principe de la conscription a été posé pour la première fois en 1798.

C'est la III<sup>ème</sup> République (loi du 21 mars 1905) qui instaure le service militaire universel et obligatoire pour tous les jeunes hommes.

Ses évolutions vers des formes civiles (coopération et aide technique), mais aussi les mutations de la stratégie de Défense nationale, ont conduit à une adaptation du dispositif des forces armées.

En effet, après deux guerres mondiales, la période de décolonisation, l'affirmation du concept de dissuasion, la montée de conflits régionaux et les crises géopolitiques depuis la chute du mur de Berlin, la stratégie de défense est appelée à devoir s'adapter à de nouveaux théâtres d'opérations tout en faisant face à de fortes pressions budgétaires. C'est chose faite avec la loi n°98-1019 du 28 octobre 1997 qui prévoit la suspension du service national et procède à la professionnalisation des armées.

La mise sur pied d'une nouvelle réserve militaire a constitué le dernier volet de la professionnalisation des armées et vise à associer les citoyens à la défense de la nation. Le dispositif issu de la loi n°99-894 du 22 octobre 1999, portant organisation de la réserve militaire et du service de défense a pour objet de substituer à une réserve de masse une réserve d'emploi, basée sur le volontariat, composante à part entière de l'armée professionnelle, adaptée aux nouvelles missions de la défense.

L'organisation de cette réserve est régie par 3 principes :

- Le volontariat ;
- L'intégration aux forces actives ;
- ☛ Le partenariat avec l'Etat, le réserviste et son employeur.

La structure de la réserve militaire est double. Elle comprend la réserve citoyenne ayant pour mission de sensibiliser le public et les décideurs aux questions de la défense.

La réserve opérationnelle doit, quant à elle, renforcer dès le temps de paix, les capacités opérationnelles des forces armées. A ce titre, le réserviste opérationnel souscrit un Engagement à Servir dans la Réserve opérationnelle (ESR) pour une durée d'un à cinq ans, renouvelable. Il est alors pleinement intégré aux unités d'active et peut être employé en tout temps et en tout lieu. En fonction des emplois tenus, les durées d'activités peuvent aller de 30 à 120 jours par an.

La circulaire du 2 août 2005 relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire précise les modalités de mise en œuvre.

Une autorisation de l'employeur est nécessaire pour effectuer des périodes d'activité dans la réserve opérationnelle. Celle-ci est de plein droit pour une durée annuelle de 1 à 5 jours, avec préavis de 1 mois et à la discrétion de l'employeur pour une durée annuelle supérieure à 5 jours avec préavis de 2 mois (à défaut, l'agent peut accomplir ses activités pendant ses congés).

S'agissant de la position statutaire des agents publics titulaires, réservistes opérationnels, ceux-ci sont en position d'activité (mise en congés avec traitement pour la durée de la période considérée) pour une durée inférieure ou égale à 30 jours et au-delà, sont placés en situation de détachement.

Quelques agents de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sont concernés par ces dispositions.

L'emploi de ces réservistes au sein des forces armées reste toutefois subordonné à un certain nombre de contraintes qui limitent leur disponibilité, aussi bien en termes de réactivité que de durée d'activité.

Ainsi, au travers d'une convention de soutien à la politique de réserve militaire, le Ministère de la Défense entend réduire lesdites contraintes tout en prenant en compte les impératifs économiques des employeurs privés ou publics.

Les Élus de la CAD sont particulièrement attachés au partenariat avec la Défense nationale, Monsieur Yves Bacquet, Maire de Bargemon et membre du Bureau ayant en charge la délégation relations avec la Défense nationale. Ils ont pris toute la mesure des enjeux liés à la politique de réserve militaire et de l'effort de la Nation en faveur de la défense de ses intérêts et de sa population.

En conséquence, et au vu de l'avis de la commission mixte « Relations avec la Défense Nationale » du 10 juin 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération :

- D'autoriser Monsieur le Président à signer avec le représentant dûment habilité du Ministère de la Défense, la convention de soutien à la politique de la réserve militaire.
- De désigner comme référent défense Monsieur Yves Bacquet, assisté techniquement de Monsieur Laurent SEMAVOINE, Directeur Général des Services, Ancien Commandant de réserve et membre de l'Institut des Hautes Études de Défenses Nationales (IHEDN).

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 juin 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.